

OU VA LA DIRECTION DU SWP ?

Depuis quarante ans, le SWP américain et sa direction portent une responsabilité sans égale dans le combat pour la construction du Parti mondial de la Révolution. Cette responsabilité tient tant à la profondeur des racines que le SWP plonge dans le processus même de la fondation de la IVème Internationale qu'au rôle qu'il a joué dans les diverses phases de la crise de notre Mouvement au cours du dernier quart de siècle et aux positions qu'occupe l'Organisation trotskyste américaine dans la lutte des classes au coeur de la métropole impérialiste.

Au cours de la dernière décennie, la Direction du SWP a fait face à cette responsabilité de premier plan, dans les conditions d'une crise majeure d'orientation et de direction de l'Internationale. A travers le combat de la FLT, elle s'est alors portée en première ligne de la défense de la IVème Internationale, de son unité et de l'intégrité de son programme contre les dangers que lui faisait courir l'orientation majoritaire au sein de sa direction au IXème et au Xème Congrès mondial, orientation qui, après avoir sévi de façon destructrice en Amérique Latine, et après avoir été mise en faillite à l'épreuve de la Révolution portugaise, a contribué à une désorientation durable des sections nationales, notamment en Europe.

Au lendemain de la dissolution unilatérale de la FLT, la Tendance Léniniste Trotskyste s'est constituée en considérant que ce combat n'avait pas été conduit à son terme malgré des premiers gains appréciables ("l'autocritique" de la TMI sur l'Amérique Latine et la décision d'ouverture du débat international avec le Comité d'Organisation) et que le dépassement véritable de la crise de l'Internationale ne pourrait être acquis qu'à travers la poursuite d'un débat de clarification politique. La TLT a considéré, et considère toujours, que la FLT a, grâce à la direction du SWP, réuni les éléments fondamentaux de méthode, de programme et d'orientation qui sont nécessaires pour opérer, aujourd'hui encore la réorientation politique de l'Internationale. Elle a entendu défendre ce qu'elle a considéré comme l'application de ces acquis fondamentaux face aux nouvelles échéances de la lutte des classes et a combattu pendant deux années pour que la Direction du SWP reprenne la place irremplaçable qui est la sienne dans le combat pour le redressement de la IVème Internationale.

Dans ce même temps, la Direction du SWP a cependant choisi une autre voie, prétendant résoudre la crise de Direction de notre Mouvement, non pas par la méthode léniniste de la clarification politique, mais à travers des combinaisons et des substituts organisationnels. Cette prétendue "recomposition" n'a de fait, conduit qu'à la constitution de "blocs de direction" fondés sur des compromis et des consensus sans principes. La poursuite de telles pratiques ne peut qu'aggraver la désorientation de l'Internationale et ruiner tout véritable centralisme démocratique.

Par ailleurs, alors même que la Direction du SWP, abandonnera de fait son combat antérieur pour le redressement de l'Internationale, elle s'est engagée, de façon de plus en plus active, dans un cours politique reflétant une adaptation grandissante à la Direction castriste. Ce développement trouve aujourd'hui sa sanction pratique comme facteur de profonde désorientation de l'Internationale face à l'ouverture de la révolution nicaraguayenne.

La défense de la IVème Internationale et de l'intégrité de son programme pose ainsi, à tous les militants de l'Internationale la question : Où va la Direction du SWP? Quel Parti, quelle Internationale entend-elle désormais construire ?

## I - La méthode du "consensus" administratif menace directement le centralisme démocratique.

Au-delà d'un unanimité de façade et à l'exact opposé de ses objectifs de départ, la méthode de direction présentée comme "recomposition" a significativement aggravé la désorientation et la division de notre Mouvement.

Cette méthode, artificielle et apolitique, menace de plus en plus directement la réalité du centralisme démocratique. La Direction du SWP, à travers l'ensemble des pratiques qui ont été les siennes depuis deux ans dans le débat international, porte cependant la responsabilité première des conséquences lourdement négatives d'une telle démarche.

Quelques rappels sont, à cet égard, indispensables :

1 - Lors de la dissolution unilatérale de la FLT, la direction du SWP a produit un bilan du combat de celle-ci qui réaffirmait la justesse fondamentale des positions défendues par la FLT et s'engageait à poursuivre le combat autour de ces mêmes positions, dans les conditions tactiques nouvelles. Quelques mois plus tard, la Direction du SWP a cependant apporté un soutien inconditionnel aux "projets de résolution" du SU. Tout lecteur de bonne foi admettra que ces textes, soit éludent les questions fondamentales d'orientation qui ont divisé FLT et TMI et divisent toujours l'Internationale (sur la nature du PCV et du PCC et la révolution politique en Indochine, sur la nature sociale de la bureaucratie soviétique...), soit diluent ces questions d'orientation dans des formules abstraites, éclectiques, ouvertes à toutes les interprétations au regard de la pratique présente et passée des Sections (sur les fronts populaires, "l'unité des révolutionnaires", l'utilisation des mots d'ordre gouvernementaux), soit s'alignent en substance sur des analyses de la TMI que la FLT avait entendu combattre. Dans cette dernière rubrique, on doit mettre tant les développements sur "l'euro-communisme" qui, sans formellement recourir à ce terme, relèvent pleinement de la thèse de la "social-démocratisation", que l'analyse présentée de la crise portugaise de 1975, qui ne fait que donner, sous une forme mesurée, une nouvelle expression de la ligne défendue à l'époque par la TMI.

Bien sûr, nul ne peut interdire à la Direction du SWP de changer d'avis, même si c'est au prix de la liquidation de positions politiques justes sur une question aussi décisive que les lignes en présence dans la Révolution Portugaise. Ce qui est, en revanche, inadmissible, et cela pour tous les militants de l'Internationale, c'est qu'un tournant d'une telle ampleur soit effectué sans aucune explication politique, sans aucun retour sur le passé et en continuant à prétendre ne pas avoir changé de position. Aucun comportement ne peut d'avantage porter atteinte à la clarté politique dans le débat et à l'autorité de la Direction.

2 - Dans le même temps, la Direction du SWP a accepté que le débat prévu avec le CORQI s'ouvre sur la base d'un texte unique du Secrétariat Unifié. En masquant la réalité des positions en présence sur une question des plus controversées dans nos rangs ("la crise du stalinisme"), en reprenant pour l'essentiel les positions de l'ex-TMI sur ce sujet, ce texte est en réalité un obstacle plus qu'une base de départ à un véritable débat politique, c'est à dire à une confrontation loyale, sérieuse, minutieuse des points de vue existants et de toutes leurs implications théoriques et pratiques.

Après avoir combattu pendant des années pour que soient levés les obstacles artificiels mis à un tel débat avec le CORQI, la Direction du SWP porte aujourd'hui un intérêt tellement limité à ce débat qu'elle n'a pas même jugé utile de porter à la connaissance de ses militants l'échange de textes qui était censé l'initier. Mais, à vrai dire, comment la Direction du SWP pourrait aujourd'hui se soumettre à un débat politique avec le CORQI alors que toute son activité est consacrée à défendre, contre un véritable débat d'orientation dans nos propres rangs,

combinaisons et compromis sans principes qui fondent l'actuelle "recomposition" ?

2 - Relèvent de la même méthode inacceptable, les attitudes de la Direction du SWP dans le débat autour de la "démocratie socialiste".

La Direction du SWP a voté, au SU, en faveur de la version initiale du texte " Démocratie socialiste et Dictature du Proletariat". Ce texte, alors érigé en document programmatique fondamental, a été soumis à une publicité extérieure sans précédent. Son existence et le vote unanime au SU ont été présentés par la Direction du SWP comme l'une des justifications politiques de la dissolution unilatérale de la FLT.

Aujourd'hui, le Secrétariat Unifié supprime le vote sur ce texte de l'ordre du jour du Congrès Mondial et voudrait que la discussion ne porte que sur une version amendée à venir ; il interdit de ce fait que l'ensemble des militants se prononcent en toute responsabilité sur un texte qui est public depuis deux ans.

La Direction du SWP, qui soutient cette indigne manoeuvre de procédure, laisse par ailleurs entendre sans pour autant donner une explication politiquement argumentée de son revirement, que le texte, voté il y a deux ans est incorrect. Ce texte a effectivement introduit dans nos rangs les amorces de très graves révisions programmatiques sur les questions les plus vitales pour notre Mouvement ( nature de l'URSS, analyse du stalinisme, conception de l'Etat et de la dictature du prolétariat, défense des Etats ouvriers, etc...). Mais la Direction du SWP, responsable d'avoir apporté dans un premier temps une couverture politique à ces erreurs, aggrave encore cette responsabilité, en y ajoutant aujourd'hui des manoeuvres aussi confusionnistes qu'antidémocratiques et en contribuant ainsi à déconsidérer aux yeux des militants la Direction de l'Internationale.

4 - La recherche par la Direction du SWP du consensus à tout prix avec les dirigeants de l'ex-TMI ne s'est cependant pas limitée à des manoeuvres organisationnelles ou à des concessions d'ordre purement "littéraire". Elle a porté de graves effets désagréateurs dans l'activité des Sections nationales auxquelles ont été appliquées les mêmes méthodes : refus des bilans ; dilution des questions d'orientation dans des formulations de compromis, abstraites et contradictoires ; "réunifications" ou "recompositions" opérées par des moyens principalement administratifs...

La désorientation et la crise organisationnelle croissante de la LCR espagnole, la division approfondie des sections canadiennes et mexicaines réunifiées, l'aggravation de la crise politique et organisationnelle de la section française au lendemain de son dernier congrès, sont ainsi à mettre au compte d'une méthode qui prétend régler les problèmes d'orientation et de direction par des artifices au détriment direct d'une véritable clarification politique.

De surcroit, le souci de ne pas menacer un "consensus" dénué de bases politiques sérieuses a conduit la Direction du SWP à couvrir activement d'importantes erreurs politiques commises récemment dans la continuité de la méthode traditionnelle de l'ex-TMI.

Ainsi, tant par son silence à l'époque que par les analyses reprises dans les "projets de résolution" du SU, la Direction du SWP a apporté de fait son soutien politique à l'ensemble des lourdes erreurs d'analyse et d'orientation commises par la LCR française à la veille des élections de 1978, face à la gigantesque campagne de division orchestrée par les stalinien.

Elle porte la co-responsabilité directe de la désastreuse politique de "participation" aux élections européennes, politique qui, quel qu'ait été le "score électoral" de nos candidats, a subi le plus brutal désaveu dans la massive abstention de la classe ouvrière, sans même que la Direction de l'Internationale juge nécessaire de tirer sérieusement le bilan d'une orientation ainsi mise en faillite. De surcroit, la Direction du SWP n'a émis aucune critique sur les bases politiques totalement aprincipielles - y compris au regard de la plate-forme votée par le SU - sur lesquelles a été constituée, en France, la liste commune LO-LCR.

5 - La direction du SWP a choisi de se différencier de l'orientation de la majorité de la Direction de l'Internationale à propos de la récente crise indochinoise. Elle l'a fait sous une forme publique et en donnant une caractérisation politique et sociale des plus sévères des positions majoritaires.

Dans ce débat, la direction du SWP a souligné la gravité des divergences de méthode existant entre elle et la majorité de l'Internationale. Sur plusieurs questions fondamentales (la nature sociale de la bureaucratie, la méthode d'analyse de la nature de classe d'un Etat, la question de la révolution politique et de la défense des Etats ouvriers notamment), la direction du SWP dénonce, à juste titre, les erreurs (voire les débuts de révision) que comportent les positions majoritaires et s'appuie, pour ce faire, sur des analyses qui constituent des acquis traditionnels de notre Mouvement que la FLT a activement défendus contre la TMI.

L'utilisation faite de ces acquis est cependant largement fallacieuse. En premier lieu, ce combat "en défense de l'orthodoxie" sert en réalité à couvrir un grave glissement de la Direction du SWP vers des positions "campistes", impliquant, sous des formes différentes de celles de la Majorité, un début de révision sur la nature de la bureaucratie et une adaptation partielle aux fractions vietnamienne et soviétique de la bureaucratie. (Sur ce point, nous renvoyons aux développements du texte de la TLT sur la nouvelle crise indochinoise).

En second lieu, si les erreurs théoriques et politiques de l'ex-TMI peuvent aujourd'hui ressurgir et produire leurs effets les plus négatifs dans l'orientation de l'Internationale, c'est largement la responsabilité de la Direction du SWP qui a ménagé voire renforcé ces erreurs à travers les concessions qui leur ont été faites dans les textes de la "recomposition".

Nul ne peut nier que les positions de la majorité du SU sur l'Indochine découlent logiquement de l'analyse de la bureaucratie et du stalinisme reprise dans la résolution mondiale et le texte de débat avec l'OCI et des conceptions idéologiques petites-bourgeoises du texte "Démocratie Socialiste", tous textes auxquels la Direction du SWP a apporté son plein soutien.

6 - Dans une tentative de dernière heure pour prolonger un "concensus" ouvertement mis en échec par la crise catastrophique de la plupart des Sections nationales et par les divergences qui ont surgi à propos de la question indochinoise, la Direction du SWP a inspiré et soutenu une manoeuvre de procédure d'une gravité sans précédent : la décision de restriction de l'ordre du jour adoptée par le SU de juillet et qui est complétée et aggravée par la formation en "caucus" de la Direction de l'Internationale.

Delarges couches de militants de l'Internationales jugent aujourd'hui ces mesures pour ce qu'elles sont : un obstacle injustifiable au débat politique sur les questions les plus décisives mises à l'ordre du jour par la lutte des classes ; une manoeuvre administrative et plébiscitaire, indigne de la Direction de l'Internationale.

La majorité du SU a refusé de donner les moyens au C.M. d'avoir un débat sérieux sur le bilan de l'application des textes du X<sup>e</sup> C.M. notamment au Portugal ; elle a refusé que le C.M. puisse trancher les questions d'orientation portant sur Cuba et l'Indochine ; elle a refusé que soit clairement sanctionnées par un vote décisoire les graves divergences surgies autour du document "Démocratie Socialiste".

Au total, les seuls points qui donneraient lieu à un vote décisoire au prochain C.M. seraient ceux (Résolution mondiale, Europe, Amérique latine, Femmes) sur lesquels un accord unanime a été acquis par avance au sein de la Direction "recomposée" de l'Internationale.

Ainsi, la sauvegarde d'un "bloc" de direction l'emporte sur les exigences de la clarification politique et de la lutte des classes elle-même. La Direction de l'Internationale dresse ainsi de nouveaux obstacles dans la voie d'une véritable solution - c'est-à-dire d'une solution politique - à la crise d'orientation et de Direction de l'Internationale. Elle fait ainsi insulte à la maturité politique des militants, nie en pratique leur droit et leur capacité à se prononcer de façon responsable sur les véritables problèmes d'orientation qu'affronte aujourd'hui l'

Internationale.

Cette décision, irresponsable et sans principe, doit être combattue par tous les militants de l'Internationale. Elle doit être corrigée avant qu'il ne soit trop tard.

De surcroît, la majorité de la Direction de l'Internationale a décidé de se constituer en "caucus" en défense des projets de résolution du SU. Cette forme de regroupement est pour le moins insolite au regard des règles du centralisme démocratique qui ne reconnaissent comme formes organisées de débat que celles relevant du droit de tendance et de fraction.

Le recours à cette formule "sui generis" - qui entend expressément fonder un engagement de solidarité politique entre ses participants à lors qu'il leur serait difficile de faire preuve du degré d'homogénéité qu'exigerait la formation d'une véritable tendance commune - n'est cependant que la formalisation de la méthode de bloc de direction qui a présidé depuis le départ à la prétendue "recomposition" internationale. Cette manœuvre aggrave encore, au lieu de les corriger, les méthodes de Direction sans principes utilisées depuis le début de la prétendue "recomposition".

En effet, l'objectif le plus immédiat de cette officialisation du "bloc" de direction est d'opérer une pression contre les divers courants qui, dans de nombreuses Sections, se dessinent en faveur d'"amendements" sur les textes du SU. Même circonscrit par avance au cadre préétabli du "consensus", un tel débat suffirait en effet à faire éclater politiquement les fragiles combinaisons sur lesquelles celui-ci est fondé. En combattant directement ces tentatives - pourtant aussi modestes qu'inconséquentes - de clarification politique, la majorité de la Direction Internationale franchit un nouveau pas dans son refus de toute discussion d'orientation et donne un caractère de plus en plus ouvertement plébiscitaire à la discussion et au vote sur ses "projets de résolution".

7 - Selon la même méthode, l'organisation du dernier Congrès du SWP a été marquée par le refus de tout débat contradictoire autour des résolutions soumises au vote pour le prochain C.M. En rupture avec la tradition antérieure du SWP, et en contradiction avec les décisions du SU, la publication des textes minoritaires a été soit considérablement retardée (d'un an pour les textes initiaux de la TLT), soit effectuée dans des conditions ne permettant pas leur discussion (le texte de la TLT ayant valeur de contre-résolution mondiale a été diffusé le jour même du Congrès) soit inexistante à la veille du Congrès (pour quatre des sept textes de la TLT dont la publication prioritaire avait été décidée par le SU). De surcroît, les représentants des courants internationaux (Fraction Bolchévique, TLT) n'ont pu intervenir dans le débat sur les résolutions, leur prise de parole (réduite à sept minutes) ayant été repoussée après les votes.

Enfin, ces derniers ont pris la forme d'une approbation globale des quatre projets de résolution du SU sans même que soient soumis au vote des textes de la TLT qui se présentent pourtant explicitement comme des contre-résolutions.

L'ensemble de cette procédure représente une violation ouverte du droit de tendance international et une pure et simple négarion du centralisme démocratique qui se trouve vidée de tout contenu dès lors qu'est refusé, en pratique, la libre décision des militants sur la base d'un examen contradictoire des positions en présence. La Direction du SWP porte donc la lourde responsabilité d'avoir transformé ce qui aurait dû être un débat politique préparatoire au prochain C.M. en une rati-fication plébiscitaire. C'est porter un coup d'une extrême gravité à l'autorité morale et politique du prochain C.M. et de la Direction qui en sera issue.

II - L'analyse de la direction cubaine : quel Parti, quelle Internationale la Direction du SWP entend-elle construire ?

Le cours récemment suivi par la Direction du SWP vis-à-vis du courant castriste, se trouve clairement résumé dans la résolution majoritaire au Congrès de 1979 (projet de la majorité du Comité National, IDB ; vol. 36 n°8), dans le rapport du camarade Seigle (IDB ; 36, 1) et dans un discours du camarade Barnes (Inprecor n° 55 ; 24/05/79).

Cette orientation peut être résumée ainsi :

- L'Etat ouvrier cubain, malgré de "sérieuses déformations bureaucratiques" est exempt d'une "caste privilégiée, groupe distinct contre-révolutionnaire dominant le reste de la société" ; la révolution politique n'y est pas à l'ordre du jour.
- La Direction cubaine est une "direction révolutionnaire". "La ligne de démarcation doit être tirée entre les révolutionnaires - c'est-à-dire Castro et ceux qui sont autour de lui, y compris nous - d'un côté et les contre-révolutionnaires de l'autre côté, y compris les staliniens et les sociaux-démocrates". (J. Barnes).
- La politique internationale de la Direction cubaine est une politique internationaliste révolutionnaire : "En net contraste avec les castes staliniennes petites-bourgeoises, la Direction cubaine poursuit une politique étrangère anti-impérialiste. Le gouvernement cubain a refusé d'entrer dans la détente". (projet de résolution). Ceci s'applique à la politique menée en Afrique : "Par dessus tout, les Cubains sont en Afrique pour une raison très simple : Ils y sont parce que pour eux, il y a une loi au dessus de toutes les autres : étendre la révolution" (J. Barnes) et face à la crise indochinoise (cf. résolution minoritaire).
- La tâche fondamentale des trotskystes vis-à-vis de la Direction cubaine n'est donc pas de combattre sa politique mais tout au contraire de la "soutenir", tout en cherchant à l'"influencer" afin de la "pousser vers des positions léninistes". Le projet de résolution écrit : "Les travailleurs socialistes doivent soutenir la tendance castriste, contre les staliniens, à l'intérieur et à l'extérieur de Cuba, qui cherchent à pressionner le régime cubain pour subordonner les objectifs de sa politique étrangère anti-impérialiste à la poursuite de la coexistence pacifique contre-révolutionnaire avec le monde capitaliste".

Une telle orientation recèle une logique inévitablement adaptationniste.

1-- On notera tout d'abord que, si la direction du SWP veut présenter ses positions comme la simple continuité des positions traditionnelles de l'Internationale, le cours actuel marque en réalité le franchissement d'un seuil qualitatif dans le sens d'une idéalisation, de moins en moins critique, du courant castriste et de sa politique.

Ainsi, un partisan de l'orientation majoritaire au sein du CN du SWP écrit, faisant référence à des articles parus en 1977 :

"Les trotskystes américains, aussi, ont tendu à mal interpréter ce qui a été appelé la "pause pour réflexion" des cubains".

et souligne :

"La direction du SWP a aujourd'hui une vue différente sur la position cubaine : l'engagement permanent des cubains aux côtés de la libération africaine, leur attitude à l'égard de la révolution iranienne et la guerre civile au Nicaragua, tout le montre : rien n'a changé dans l'objectif fidéliste d'extension de la révolution".

La réorientation vers une "vue différente sur la position cubaine" avait été préparée par la réponse faite par le camarade Hansen à des camarades favorables à la révolution politique à Cuba ("Deux interprétations de la révolution cubaine", DB n°16, juillet 77), dont on peut dire, à juste titre, qu'elle "approfondissait les erreurs du Parti sur

Cuba au lieu d'aller dans le sens de les corriger. Cet approfondissement s'est manifesté publiquement dans la campagne du Militant, cette année (1979), en faveur de Castro." (D. Keil, DB 36, 2).

Cet "approfondissement des erreurs" s'est traduit, de façon significative, dans la pratique politique du SWP.

En juillet 1973, la Direction du SWP s'est orientée vers un soutien à la victoire de l'Etat Ethiope et du DERRG dans la guerre de l'Ogaden désormais présentée comme une offensive impérialiste contre la révolution éthiopienne, opérant un tournant à 180° par rapport à son orientation antérieure de défense de la lutte nationale du peuple somali.

Le soutien, de plus en plus inconditionnel dès lors apporté à l'intervention cubaine en Afrique présentée comme globalement "révolutionnaire" marque une rupture aussi nette avec l'orientation défendue en Angola par la FLT, qui, tout en soutenant inconditionnellement la lutte contre l'impérialisme et l'Afrique du Sud, entendait dans le même temps défendre aussi vigoureusement les droits de toutes les nationalités en Angola et soulignait le caractère négatif du soutien politique apporté, entre autres par la direction cubaine, au MPLA en temps que tel et à la reconstruction d'un état néo-colonial. Parallèlement, l'activité nationale du SWP s'est de plus en plus ouvertement centrée autour d'activités qui ont pris pour contenu la célébration de la Direction Castriste en tant que telle.

Enfin, et surtout, on le verra, ce tournant se marque dans la rapide évolution récemment observée, face à la révolution au Nicaragua, dans le sens d'un soutien politique de fait au "gouvernement de reconstruction nationale" au détriment du combat élémentaire des trotskystes pour l'indépendance politique de la classe ouvrière.

Ainsi, au moment même où nombre de militants et de dirigeants de l'Internationale tendaient à apprécier de façon critique l'ensemble des développements négatifs intervenus depuis vingt ans tant à l'intérieur de Cuba que dans la politique internationale de la direction castriste, la Direction du SWP a, au contraire, choisi d'accentuer dans le sens d'une appréciation plus positive encore sa valorisation de la direction cubaine. Bien plus, les interrogations pour le moins légitimes des militants de l'Internationale sont traitées par elle comme de simples sous-produits ou renforts de la propagande impérialiste :

"D'où vient ce désir de se "différencier davantage" ? Il vient précisément du même endroit que la théorie du "collectivisme bureaucratique" au sujet du stalinisme dans les années 30, la pression impérialiste contre les Etats ouvriers, dans ce cas Cuba, et leurs défenseurs (...) le cours guerrier de l'impérialisme et la campagne économique et de propagande contre Cuba, sont la racine de ce courant d'opinion qui se développe dans le Parti". (R. Lesnick, DB, 36, 19).

Cet amalgame indigne ne sert en réalité qu'à couvrir les pas récemment franchis par la Direction du SWP elle-même dans le sens d'une attitude de plus en plus inconditionnellement favorable au courant castriste.

2 - Certes, le camarade Seigle reconnaît l'existence de "contradictions, limitations et erreurs politiques du castrisme" et la résolution majoritaire précise qu'il s'agit "notamment (de) son orientation incorrecte de soutien politique à certains régimes nationalistes-bourgeois ou directions nationalistes petites-bourgeoises dans le monde semi-colonial".

Mais en pratique, ces orientations (qui, rappelons-le, comprennent le soutien à Allende au Chili, Velasco au Pérou, au DERRG éthiopien, au gouvernement du MPLA, au gouvernement provisoire nicaraguayen, etc...) sont présentées comme des erreurs isolées, sont systématiquement minimisées et ne sont en aucune manière caractérisées pour ce qu'elles sont, le soutien à la défense de l'Etat bourgeois contre l'activité révolutionnaire des masses, la prise en charge par la direction cubaine des objectifs de la coexistence pacifique dans un certain nombre de situations particulières. Bien au contraire, la résolution présente ces erreurs comme "coexistant" avec une politique "internationaliste et anti-impérialiste" qu'elles ne feraient que "limiter".

Les partisans de cette analyse sont cependant condamnées à aller plus loin dans la voie de la couverture apportée à la politique cubaine, y compris dans ses aspects les plus manifestement erronés. Face aux camarades qui proposent la caractérisation de "centriste", ils en arrivent même à nier que la politique cubaine comprennent des "oscillations" :

"Les cohérences et incohérences du castrisme ont été décrits par le rapport majoritaire. Le castrisme n'est pas principalement caractérisé par des oscillations entre réforme et révolution. Il n'y a pas preuve d'oscillation (nous soulignons). Les traits positifs dominants du castrisme de 1969 à 1979 sont leur direction de la révolution, leur internationalisme et leur engagement dans la lutte de classe sous la forme de la lutte armée." (J. Kendrick en réponse au camarade Breitman ; IDB, 36, 15).

De la même façon, après avoir cité une série "d'erreurs" internationales de la direction cubaine, le camarade Barnes les minimise d'abord en les réduisant à n'être que "certaines faiblesses du castrisme" puis les oublie en concluant :

"Mais sous toutes ces faiblesses, il y a quelque chose de beaucoup plus puissant, la formidable poussée égalitariste de la révolution ; la croyance incontestable de la part de la direction toute entière qui a fait la révolution, que l'on doit agir à partir de convictions révolutionnaires ; leur désir de dire la vérité au monde, telle qu'ils la voient ; et, plus important encore, leur refus d'abandonner la lutte pour étendre la révolution, clé de tout le reste".

Il n'y a alors plus qu'un pas de cette minimisation des "erreurs" à leur couverture, voire à leur justification politique. Ce pas est franchi, au détriment d'acquis élémentaires de notre mouvement (acquis que la Direction du SWP s'était pourtant activement employée à défendre à travers le combat de la MLT), lorsque l'on écrit :

"L'attitude cubaine à l'égard des régimes nationalistes petits-bourgeois - régimes qui se tiennent entre les masses et l'impérialisme - n'est - elle pas secondaire au regard de l'attitude cubaine à l'égard des assauts de l'impérialisme US contre les peuples coloniaux, pour déterminer le caractère politique (de la direction cubaine) ? Si oui, alors nous devons rejeter la caractérisation du camarade Jones de Cuba comme centriste bureaucratique. La direction cubaine est révolutionnaire." (J. Kendrick, en réponse au camarade Jones, dirigeant de l'IMG ; IDB, 36, 18).

Le vieil argument de l'ennemi principal opposé à l'aspect "secondaire" conduit ici à passer d'une analyse et d'une orientation fondées sur des critères de classes à une approche en termes de "camps". Evitant de caractériser clairement la nature bourgeoise des régimes soutenus par la Direction cubaine, érigeant en critère principal "l'attitude à l'égard de l'impérialisme US", cette argumentation conduit à couvrir n'importe quelle politique "d'union nationale" ou de front populaire dans des pays dominés, pour peu qu'elle ait l'agrément de la Direction cubaine.

3 - Par ailleurs, l'argumentation et l'orientation de la direction du SWP procède d'une confusion systématique et délibérée entre d'une part l'exigence d'une défense active et inconditionnelle de la révolution cubaine et des conquêtes de l'Etat ouvrier (exigence que nul dans l'Internationale, hormis l'infime minorité qui défend la thèse du "capitalisme d'Etat", ne remet en cause!) et d'autre part, la subordination politique à la Direction castriste en tant que telle. Ainsi, on peut lire, sous la plume d'un défenseur de l'orientation de la direction du SWP :

"La direction cubaine et la révolution cubaine sont inséparables (...). L'Etat ouvrier cubain connaît des attaques croissantes de la machine de propagande impérialiste, et il est certainement plus confortable pour certains et plus sûr, de prendre des distances, de se différencier, de critiquer (...). Certains camarades peuvent penser que nous allons trop loin dans notre louange de la Direction Castro. Je voudrais répondre à ces camarades par une question : peut-on aller trop loin dans le soutien à une révolution ?"

l'identification ici absolue, entre la Révolution cubaine et la Direction castriste conduit ainsi à glisser d'abord du soutien à la révolution au soutien politique à Castro en tant que tel puis du soutien politique au refus de toute critique, la critique étant par avance dénoncée, selon un argument digne des stalinien, comme ne pouvant faire que le jeu des adversaires de la révolution.

- 4- Tous les militants, tous les dirigeants de l'Internationale doivent mesurer l'ampleur et la gravité des conséquences politiques qui découlent pour notre Mouvement d'une telle position. Point n'est besoin de partager la position (favorable à une "révolution politique" à Cuba) ni les arguments développés par le camarade D. Keil, pour reconnaître au moins le bien-fondé de son inquiétude lorsqu'il écrit :

"Sommes-nous castristes ou trotskistes ? Telle est la question sous-jacente à la discussion sur Cuba. Elle est posée de façon pratique. (...) Ce n'est pas une question de "tactique ; des principes sont de plus en plus en cause." (DB, 36.2)

Dans le même sens, un camarade qui défend la caractérisation de la Direction cubaine comme "centriste" peut également écrire :

"La raison pour laquelle le castrisme ne peut en aucune manière être appelé révolutionnaire est qu'il a dans toute une série d'occasions soutenu des gouvernements capitalistes semi-coloniaux, s'est accommodé politiquement avec le stalinisme et soutenu le front populisme. C'est aussi simple que cela. C'est vraiment une triste date dans l'histoire du SWP quand des camarades peuvent appeler révolutionnaire un courant qui a de façon conséquente traversé la ligne de classe sur des questions particulières. Au sommet, cette théorie ne peut être rien d'autre qu'une couverture de gauche et une apologie de ce que le castrisme fait de pire. Appeler le castrisme révolutionnaire n'aide pas la révolution cubaine à aller de l'avant et ne peut que nous conduire à inventer les explications les plus fantaisistes pour les politiques contradictoires des forces castristes. Le simple fait que soit soulevée la question : "qu'est-ce qui est "révolutionnaire" reflète à quel point la théorie implicite dans le rapport de la majorité porte atteinte au coeur même du trotskisme." (G. Lévy, IDB, 36.16)

C'est en effet l'actualité du programme trotskiste et LA NECESSITE MEME DE LA IVème INTERNATIONALE, au moins dans les pays dominés, qui se trouvent mises en cause par l'appréciation de plus en plus louangeuse portée par la Direction du SWP sur la Direction cubaine et sa politique internationale.

- 5- Cette négation de fait de la nécessité de la IVème Internationale s'applique au premier chef, à Cuba même.

Le camarade Barnes avance l'explication suivante :

"C'est une pression continuelle de la part de la bureaucratie soviétique qui pèse sur Cuba. Cela a conduit les cubains à prendre de nombreuses positions fausses, avec lesquelles nous sommes en complet désaccord. Cela les conduit à faire le silence sur toutes sortes de crimes des stalinien dans le monde entier et, entre autres, à ce que Fidel cautionne l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie. Il était inévitable, étant donné le rapport de force, que les cubains soient obligés de payer un prix politique. "La facture devait être payée par la meilleure direction révolutionnaire."

Mais si ces erreurs étaient "inévitables", cela signifie que "la meilleure direction révolutionnaire et la plus consciente" -il s'agit, sans aucun doute, de la IVème Internationale- les aurait également commises, voire, "devait" les commettre. Mais alors, pourquoi donc construire la IVème Internationale si c'est pour faire la MEME politique que Castro, y compris ses "erreurs" ? Pourquoi même prétendre être "en complet désaccord" ou "influencer" Castro si ses "erreurs" étaient "inévitables" ?

En réalité, la ligne de conduite proposée par la Direction du SWP pour les trotskistes à Cuba est bien la pure et simple SUBORDINATION POLITIQUE à la Direction castriste, considérée comme direction révolutionnaire légitime.

Au nom de la majorité de la Direction du SWP, le camarade Larry Seigle écrit :

"Notre orientation stratégique aujourd'hui est la même que ce qu'elle a toujours été : soutenir et renforcer l'aile castriste contre les forces et pressions contre-révolutionnaires. Dans ce cadre, nous expliquons nos divergences avec le courant Castro et luttons pour gagner le maximum d'éléments au programme de la IVème Internationale.

"(...) Le courant Castro mérite notre soutien dans la bataille pour continuer et approfondir l'orientation fondamentalement révolutionnaire qui a marqué la révolution cubaine depuis vingt ans." (IDB, 36.1)

Des camarades, minoritaires au sein du SWP, ne donnent pas une interprétation adu sive de cette orientation, lorsqu'ils écrivent :

"La seule conclusion que je peux tirer de cette caractérisation est que tous les "trotskistes doivent être avec Castro, doivent rejoindre le PCC en espérant que ces "révolutionnaires prolétariens deviendront trotskistes." (T. Wohlforth. Rapport minoritaire. IDB, 36.2)

Ou bien :

"Tous les camarades seront formellement en accord avec le fait qu'un parti léniniste "est nécessaire à Cuba. La position de la majorité du C.N. paraît être que le PCC est "révolutionnaire mais pas léniniste. Ceci, en tant que tel soulève des problèmes de stratégie et de principes pour la discussion. Si un parti révolutionnaire peut se maintenir "au pouvoir pendant dix-huit ans sans être léniniste et conserver une politique révolutionnaire, alors en quoi le léninisme est-il indispensable ? (...) La présente politique d'essayer de recruter la direction Cubaine -qui découle de l'analyse que ses politiques sont révolutionnaires- est en contradiction absolue avec la perspective de "construire une section de la IVème Internationale." (D. Keil)

6- Mais les conséquences négatives de l'orientation cubaine de la Direction du SWP ne se limitent pas à Cuba. Elles sont susceptibles d'affecter le plus gravement la construction du SWP lui-même comme organisation trotskiste américaine.

Le camarade Barnes affirme :

"Nous avons toujours été convaincus que tout ce qui pouvait aider à renforcer la YSA et "le SWP aidait aussi à renforcer la révolution cubaine et que tout ce qui aidait la "révolution cubaine aidait le parti et la YSA."

Ceci serait parfaitement correct s'il s'agissait effectivement de la "défense de la révolution cubaine". Mais, sous ce label, la Direction du SWP tend à mettre en réalité la célébration de plus en plus apologétique de la Direction castriste en tant que telle.

Un pas qualitatif a été franchi en ce sens, en janvier 1979, à l'occasion du 20ème anniversaire de la Révolution cubaine. S'appuyant sur le compte-rendu donné par le Militant du meeting de la YSA, un camarade souligne justement la confusion destructrice opérée à cette occasion entre défense de la Révolution et apologie de Castro :

"Il est correct de crier "US, bas les pattes à Cuba", ou "Vive Cuba", ou d'envoyer un "télégramme à Cuba promettant de défendre la révolution cubaine contre les Etats-Unis. "C'est une autre chose, incorrecte, d'ENDOSSER LE PROGRAMME DE LA DIRECTION CUBAINE, "comme l'a fait le meeting de l'YSA. "Viva Fidel" signifie soutenir le programme du "PCC, le parti que Fidel dirige." (D. Keil, DB 36.2)

La "célébration" récente de l'anniversaire du 26 juillet a d'ailleurs approfondi ce cours. Le Militant rapporte les propos de l'orateur, qui salue le gouvernement cubain comme "le seul gouvernement au monde ayant une politique étrangère révolutionnaire", et remet entièrement à un article de H. Perez, vice-président du conseil des ministres cubain, le soin de présenter les "conquêtes de la révolution cubaine".

Pas une seule ligne n'est consacrée à l'exposé de ce que, au moins dans les bulletins internes de discussion, la Direction du SWP continue à caractériser comme des "développements négatifs à l'intérieur de Cuba", ou des "erreurs" en politique étrangère. La défense de la Révolution cubaine tend ainsi à être pervertie en une apologie acritique de la Direction castriste en tant que telle.

La volonté de systématiser ce type d'orientation comme un axe permanent ressort clairement du dernier congrès du SWP. Ceci paraît de nature à affecter en profondeur tout le processus de construction du Parti. Comment notamment pourrait-on dissocier l'appréciation du "tournant vers l'industrie" des axes fondamentaux d'intervention politique selon lesquels s'orientera l'activité du SWP ? A cet égard, il paraît particulièrement préoccupant de voir, DANS LE MEME TEMPS, la Direction du SWP diriger de plus en plus l'activité

du Parti sur le soutien au castrisme et fortement relativiser la bataille du "parti ouvrier" en tant qu'axe d'un COMBAT POLITIQUE DIRECTEMENT AGITATOIRE (le camarade Barnes affirme que n'existent plus les opportunités existant en ce sens "au début des années 70" et précise en conséquence que la bataille pour le parti ouvrier ne représente aujourd'hui ni "une campagne pour les fractions", ni "une campagne générale de propagande du parti", ni "une campagne d'agitation pour les syndicalistes en vue de former un parti ouvrier", mais une simple campagne d'agitation à l'occasion des élections présidentielles... DB 36.6). Ceci pose de la façon la plus directe les questions suivantes : quel va être désormais l'axe principal de construction du SWP comme organisation nationale ? Quel va être le contenu politique réel du tournant vers l'industrie ? Celui du parti trotskiste ou celui d'une amicale pro-castriste ?

7- Les positions apologétiques vis-à-vis de la Direction cubaine menacent en définitive l'intégrité du programme de la IVème Internationale SUR L'ENSEMBLE DES CONTINENTS.

Un partisan de la position majoritaire écrit :

"Une attitude correcte vis-à-vis de Cuba n'est pas seulement nécessaire pour l'Amérique du Nord mais aussi pour les trotskistes latino-américains comme pour toute l'Internationale." (M. Chalkley, IDB, 36.14)

Mais c'est pour les camarades qui s'emploient si activement à défendre le caractère "révolutionnaire" de la Direction cubaine et de sa politique internationale que les développements de la révolution mondiale constituent aujourd'hui le test de vérité.

La désorientation et la subordination politique résultant de cette analyse erronée a déjà été montrée, dans le cours même de la lutte des classes, sur le continent africain, en Ethiopie au premier chef. La couverture qu'a tenté d'apporter le SWP à la politique castriste de soutien au DERG, à la consolidation de son Etat néo-colonial, est allée si loin que plusieurs camarades, qui se réclament par ailleurs d'un soutien critique à l'analyse de la Direction du SWP, s'en sont vivement émus :

Le camarade Breitman, l'un des anciens dirigeants les plus respectés du SWP, en arrive à écrire :

"Les explications (du rapport majoritaire) nous conduisent parfois à la frontière de l'apologétique. Je me sens gêné pour le SWP lorsque je lis ce que le rapport majoritaire dit à propos du castrisme et de l'Erythrée. Pour ce que je peux voir, il n'y avait rien de progressiste ou de révolutionnaire dans la politique castriste sur cette question : le sang de la révolution érythréenne est sur leurs mains POLITIQUEMENT et nous devons savoir l'affirmer pleinement au lieu d'insister si fortement sur les différences que Castro a sur cette question avec Brejnev et Mengistu." (IDB, 36.10)

Un camarade, de retour de Cuba, écrit dans le même sens :

"La position de Cuba sur l'Erythrée est un exemple de politique vis-à-vis de laquelle je ne pense pas que le Parti devrait tellement se tordre les méninges pour trouver tant de différences entre elle et celle des staliniens. C'est une position basée sur des prémisses et des faits erronés (...). Je ne voudrais pas voir le SWP s'avancer tellement sur la question érythréenne, sauf en ce qui concerne la position de non-intervention de Cuba." (B. Warren, DB, 36.22)

Le même camarade, pourtant partisan de l'orientation majoritaire, apporte par ailleurs un sévère démenti à l'audacieuse affirmation de Barnes selon laquelle "pas un seul instant, les leaders de la révolution cubaine n'ont adopté la ligne de "coexistence pacifique" (...). Aucun des leaders de la révolution cubaine n'a jamais défendu cette position." Le camarade écrit, en accord avec les faits :

"Avec le capitalisme, Cuba veut concevoir une politique de coexistence pacifique et de détente. Ceci est affirmé abondamment et développé en tant de mots dans la plupart des discours sur la politique étrangère et les Etats-Unis. Le parti (PCC) pense qu'il peut appliquer la coexistence pacifique et la détente sans endommager ses principes révolutionnaires."

Ce camarade enfin, qui conserve l'appréciation selon laquelle "la politique étrangère de Cuba donne de nombreux exemples d'opposition à la coexistence pacifique", affirme cependant :

"Alors que Cuba tente de développer ses relations avec les Etats-Unis, je sens que le "compromis peut être en vue, comme la rhétorique du parti (PCC) l'indique."

Mais, sans plus attendre, l'attitude de la Direction cubaine vis-à-vis des crises révolutionnaires aujourd'hui ouvertes en Iran, au Pérou et au Nicaragua s'insère explicitement, sous des formes qui lui sont propres, dans une politique de soutien aux formules politiques qui constituent autant de dernières ressources pour la bourgeoisie mondiale dans la défense de l'ordre social menacé par l'irruption des masses :

- L'attitude de la Direction cubaine face à la situation EN IRAN a été présentée comme l'une des preuves de sa volonté inchangée "d'extension de la révolution". Mais la politique cubaine s'est récemment exprimée sous la forme d'un soutien explicite à la République islamique, au gouvernement contre-révolutionnaire de Khomeini et aux élections à sa prétendue "Constituante".

Quelle pourrait être l'orientation de trotskistes iraniens qui prétendraient s'appuyer sur la "direction révolutionnaire cubaine" pour "étendre la révolution" ? Est-ce là la base de la honteuse politique de "participation" à l'opération plébiscitaire et réactionnaire organisée par Khomeini sous couvert de prétendues "élections" à une prétendue "Assemblée constituante", politique que certains camarades du PST ont mis en oeuvre avec le soutien de la direction du SWP et qui a ruiné l'unité dont avait pu faire preuve notre section face aux premiers développements de la révolution iranienne ?

AU PEROU, la direction cubaine est -avec le parti stalinien local- à l'avant-garde des manoeuvres qui tendent à détruire la principale conquête politique des masses, le FOCEP, et à le transformer en un organe de collaboration de classe et de contre-révolution, sur un modèle front populiste. Comment combattre de façon conséquente en défense du FOCEP et de l'indépendance politique de la classe ouvrière, sans dénoncer cette politique de la Direction cubaine et en présentant celle-ci comme une direction révolutionnaire légitime ?

AU NICARAGUA, la révolution a commencé. Les masses ont renversé la dictature somoziste. Le rapport de force entre les classes et l'effondrement de l'appareil d'Etat mettent à l'évidence à l'ordre du jour la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan. On ne peut exclure par avance que le Front sandiniste se trouve contraint à s'engager dans une telle voie, comme le fut en son temps la direction castriste. Mais tels ne sont, jusqu'à présent, ni son programme ni sa politique concrète. Il a, au contraire, représenté l'agent le plus actif de la mise sur pied, comme dernière ressource politique pour la bourgeoisie, d'un gouvernement de collaboration de classe dont le rôle est de reconstruire l'appareil d'Etat bourgeois et de le défendre contre l'activité révolutionnaire des masses. La Direction cubaine, tout en mettant en garde l'impérialisme US contre toute intervention au Nicaragua, apporte son plein soutien politique à la politique du Front sandiniste et au gouvernement provisoire, gouvernement bourgeois.

Ceux qui, contre les faits, continuent à affirmer que la politique cubaine vise à "l'extension de la révolution" et n'a "pas un seul instant" adopté la ligne de coexistence pacifique se trouvent dans de telles circonstances condamnés soit à l'impuissance politique, soit à un cours de plus en plus gravement adaptationniste. Ceci s'est traduit par l'incapacité de la presse du SWP à dénoncer fermement les récentes manoeuvres cubaines au Pérou. Ceci fait maintenant courir au SWP, et à sa suite à toute l'Internationale, le risque d'erreurs sans précédent, face au développement de la crise révolutionnaire au Nicaragua.

Dès maintenant, les conséquences négatives de l'analyse erronée de la politique cubaine comme "révolutionnaire" se font sentir dans les positions publiques de notre Mouvement face au Front sandiniste et au gouvernement provisoire dont il est partie prenante.

Il faut souligner, à cet égard, l'évolution très significative observée, en quelques semaines, dans le sens d'une adaptation croissante au castrisme et au Front sandiniste, adaptation allant de plus en plus nettement dans le sens d'apporter une couverture politique de la IVème Internationale à un gouvernement de coalition, à un gouvernement bourgeois.

- 1- La déclaration du SU du 20 juin 1979 (publiée dans Imprecor N° 56-57) appelait à la formation d'UN GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN, en opposant correctement cette formule à toute coalition gouvernementale avec la bourgeoisie :

"Il serait très dangereux d'établir des compromis avec ces secteurs dans la constitution d'un gouvernement provisoire. (...) Le Front patriotique national (...) auquel participent des forces bourgeoises antisomozistes (...) à côté du FSLN, ne peut pas répondre aux besoins réels du peuple nicaraguayais."

La même déclaration soulignait également le caractère erroné de l'orientation sandiniste sur cette question décisive :

"C'est pour éviter cette dynamique (de révolution permanente) que ces mêmes secteurs bourgeois de l'opposition, avec l'accord explicite de la direction du FSLN, construisent le mur de l'unité nationale. Afin d'obtenir la satisfaction de toutes leurs revendications, les paysans pauvres ainsi que les ouvriers devront réaffirmer leur indépendance de classe face aux projets de la soi-disant bourgeoisie nationale."

- 2- Le 4 juillet 1979, le SU publiait une nouvelle déclaration (Imprecor N° 58) qui renforçait cette analyse, en dénonçant l'orientation défendue à cet égard par toutes les tendances du Front sandiniste :

"Les TERCERISTAS déterminent l'orientation et les méthodes du FSLN (...). Partisans de la collaboration avec des secteurs bourgeois antisomozistes, ils ont privilégié l'action des détachements armés du Front, en n'attribuant à la mobilisation organisée des masses qu'un rôle d'appoint. (...) La tendance dite de "GUERRE PROLONGEE" développe une orientation éclectique empruntant des éléments au maoïsme et au castrisme. La "TENDANCE PROLETARIENNE" insiste sur l'importance du rôle de la classe ouvrière dans la lutte contre l'impérialisme et le capitalisme, mais elle ne remet pas en cause la stratégie fondamentale du Front, y compris sa politique d'alliance."

Ce même texte analysait correctement la nature et la fonction du Gouvernement de Reconstruction, pour lui opposer l'exigence de la rupture politique avec toutes les forces bourgeoises :

"Le Gouvernement de Reconstruction nationale est une carte jouée par la bourgeoisie pour éviter que le renversement de Somoza ne conduise à l'éclatement des structures socio-économiques capitalistes et de l'appareil d'Etat bourgeois. (...) Cela comporte un danger concret pour le développement de la bataille militaire en cours et, à plus forte raison, pour l'issue victorieuse du combat révolutionnaire dans son ensemble."

La déclaration se concluait par l'appel à la formation d'un gouvernement qui, notamment, "exclue de ses rangs tout représentant des classes dominantes et de l'impérialisme".

- 3- A la même époque, un article d'Intercontinental Press soulignait que "le gouvernement provisoire mis en place par le FSLN comprend des figures bourgeoises de premier plan et s'est engagé à respecter la propriété privée". (Cet article ne voyait apparemment pas de contradiction entre cette analyse d'une part, et la caractérisation comme "révolutionnaire" de la politique cubaine fondée sur un soutien politique explicite apporté à ce gouvernement bourgeois.)

- 4- Au cours du mois d'août, un tournant d'analyse à 180° est cependant opéré par la Direction du SWP sur la question du "gouvernement de reconstruction". Selon un reportage des camarades Camejo et Murphy (republié dans Rouge N° 881) :

"Dans la forme, il s'agit donc d'une coalition gouvernementale dans laquelle les sandinistes sont en minorité. La réalité est différente. La réalité, c'est que le Nicaragua est aujourd'hui dirigé par le directoire national unifié du FSLN, composé de neuf commandants sandinistes. Tous les neuf sont castristes. (...) Le pouvoir réel est entre les mains du FSLN."

Tout en admettant qu'"un gouvernement ouvrier et paysan n'est pas encore établi" (ce qui implique, a contrario, que le gouvernement est "encore" bourgeois), ce même article n'hésite pas à conclure : "Le pouvoir qui existe aujourd'hui au Nicaragua est un pouvoir révolutionnaire."

Le Militant du 31 août tire explicitement la conclusion d'une telle caractérisation, UN SOUTIEN POLITIQUE INCONDITIONNEL au gouvernement en place et à son activité de "reconstruction nationale" :

"Nous pensons que le gouvernement sandiniste qui essaie de remettre le Nicaragua sur ses pieds, fait un bon travail."

Il a donc suffi de quelques semaines, d'un soutien apporté par la Direction cubaine au Gouvernement de Reconstruction et de la découverte du caractère "castriste" du Front sandiniste, pour que ce dernier soit blanchi de toute son orientation, théorique et pratique, en faveur de la collaboration de classe, de la conciliation avec l'impérialisme et de la défense de la propriété privée. La coalition avec des forces bourgeoises devient une concession purement "formelle", voire une habile manoeuvre puisqu'elle ne sert qu'à dissimuler l'orientation "réelle" du FSLN et le pouvoir "réel" qui sont tous deux "révolutionnaires".

Hélas, on peut appliquer à une telle argumentation ce que disaient, il y a peu, des dirigeants du SWP en réponse aux arguments de l'ex-TMI qui s'employaient de la même façon à minimiser la portée de la politique de coalition proposée et pratiquée naguère par le PCV, au nom de leur caractère "formel" et de la puissance objective de la dynamique révolutionnaire :

"Certains trotskistes ne seront-ils pas tentés de tirer comme conclusion que la combinaison "guerre populaire" et "front populaire" (nous ajouterons : ou "union nationale") en certaines circonstances représente un moyen plus sûr et plus rapide pour construire "un Etat ouvrier."

- 5- Une "résolution de la IVème Internationale" en date du 15 août (dont on ne sait d'ailleurs pas par quel organe régulier elle a pu être adoptée) s'aligne de fait sur l'orientation découlant de la nouvelle analyse de la Direction du SWP.

Dans les précédentes résolutions, le SU analysait correctement dans ses lignes générales le développement de la révolution prolétarienne au Nicaragua, caractérisait la politique du FSLN comme une alliance avec la bourgeoisie et désignait clairement les tâches à suivre pour en finir avec l'impérialisme et l'exploitation capitaliste : mobilisation indépendante des masses et auto-organisation, rupture des liens politiques avec la bourgeoisie et l'impérialisme, Constituante et gouvernement ouvrier et paysan.

La nouvelle déclaration (15 août) contient une série d'éléments en contradiction ouverte avec les précédentes résolutions. Alors que le SU dénonçait dans ses précédentes résolutions la politique d'alliance du FSLN avec le grand capital, la nouvelle déclaration se limite à dire "que le but de l'impérialisme est de restaurer le poids et l'autorité des éléments bourgeois au sein de la junte du gouvernement de reconstruction nationale". Cette formule minimise la place qu'occupent les représentants de la bourgeoisie dans ce gouvernement, élude la caractérisation de classe globale de cet organe, et de la politique concrète du FSLN. Conséquence de cette confusion délibérée, cette déclaration renonce à définir les tâches dans la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan, pour s'en tenir au soutien contre l'impérialisme.

Ce revirement marque une fâcheuse adaptation politique du SU aux positions récentes du SWP. Sans reprendre les formulations les plus extrêmes du SWP (notamment sur le soutien au gouvernement et sur l'idéalisation de la Direction cubaine), la déclaration du SU est consacrée à l'apologie de la position castriste.

On peut lire que l'impérialisme "va intensifier ses pressions contre Cuba révolutionnaire elle-même, en raison de son soutien à la révolution nicaraguayenne". Ainsi, le SU identifie la politique de Castro d'appui aux formules proposées par l'OEA et le soutien au Gouvernement de Reconstruction nationale avec une politique révolutionnaire.

Plus grave encore, le SU présente l'appel de Castro à l'ensemble des Etats (ouvriers comme bourgeois, USA notamment) pour aider à la "reconstruction" du Nicaragua comme un exemple de politique révolutionnaire :

"Le 26 juillet, devant les représentants du FSLN et du peuple cubain, F. Castro a montré "la voie qui doit être suivie par tous les Etats ouvriers."

Non seulement cette orientation interdit de désigner clairement la marche à suivre pour en finir avec l'impérialisme, mais conduit à s'adapter au cadre d'une solution négociée avec l'impérialisme au Nicaragua.

De plus, la déclaration écrit :

"Les moyens pour tous les exploités du Nicaragua de consolider leur victoire est de suivre "la route tracée par la seconde déclaration de La Havane, la route de la révolution "permanente."

Ce faisant, la résolution ANNULE certaines des avancées positives constituées par l'autocratique Amérique latine de la TMI, produit du combat de la FLT. Présenter la 2ème déclaration de La Havane comme "la route de la révolution permanente" est non seulement contradictoire avec la politique de Castro, mais avec la lettre même de cette déclaration. Loin de reprendre les thèses de la révolution permanente, celle-ci défendait au contraire la nécessité d'une "étape anti-impérialiste et anti-féodale", et théorisait une politique de front de collaboration de classe :

"Dans la lutte anti-féodale et anti-impérialiste, il est possible d'amener la majorité "du peuple à soutenir résolument les objectifs de la libération, unissant ainsi la "classe ouvrière, les paysans, les travailleurs intellectuels, la petite bourgeoisie "et les couches progressistes de la bourgeoisie nationale... Ce mouvement entraînera "avec lui les éléments les plus progressistes des forces armées également humiliées par "les missions militaires yankee."

C'est au nom de cette "étape" que la direction Castro a soutenu le régime de Goulart au Brésil, le régime militaire péruvien, le Front populaire chilien et encore bien d'autres régimes bourgeois. C'est cette politique qui aujourd'hui s'oppose à l'éviction de l'impérialisme et à la mobilisation indépendante des masses, et conduit le FSLN à constituer avec des secteurs de la grande bourgeoisie "antisomoziste" un gouvernement de reconstruction nationale.

C'est pourquoi prétendre tracer la voie aux masses en leur indiquant "la route de la 2ème déclaration de La Havane" conduit, dans le meilleur des cas, à l'impuissance face à la politique du Gouvernement de Reconstruction nationale.

6- L'adaptation au Front sandiniste et le soutien politique de fait apporté au gouvernement en place ont déjà été poussés jusqu'à ne pas assurer la défense élémentaire de la IVème Internationale et de ses militants contre leurs attaques.

En témoigne l'attitude scandaleuse adoptée face à l'expulsion par le gouvernement provisoire de la "Colonne Simon Bolivar" animée par des membres de l'Internationale se réclamant de la Fraction Bolchevique. Le numéro de Rouge N° 881 n'accorde qu'une place très réduite à cet événement, alors qu'il met en exergue la réception "officielle" de la délégation de la IVème Internationale par la direction du Front sandiniste :

"PARALLELEMENT (!), nous avons appris l'expulsion, etc."

Le même numéro de Rouge, à ce sujet, s'émeut de la dénonciation verbale des trotskistes par Weelock, ministre sandiniste, mais n'élève aucune protestation contre la mesure MATÉRIELLE du gouvernement, l'expulsion des militants de la Colonne Simon Bolivar. Le communiqué s'emploie en revanche à se désolidariser politiquement de ces camarades ("la brigade s'est formée en dehors de toute discussion des instances de la IVème Internationale"), et limite leur défense à dire qu'il est "peu vraisemblable" qu'ils "aient pu poser un véritable problème à une direction révolutionnaire qui jouit d'un immense soutien populaire".

La direction du SWP, quant à elle, ne s'est pas limitée à une telle attitude d'abstention elle a choisi de DENONCER publiquement la Colonne Simon Bolivar sous une forme qui ne peut que justifier politiquement la mesure du Gouvernement de reconstruction, et donne ainsi l'illustration la plus scandaleuse du risque que soulignait, par avance, le camarade D. Keil :

"L'adaptation à des tendances étrangères au marxisme, comme le castrisme, a sa logique propre. Elle conduit à l'idéalisation de l'objet de cette adaptation et à la dépréciation de notre propre Mouvement et de nos camarades."

Le reproche politique fondamental fait à la "Brigade Simon Bolivar" par la Direction du SWP est "d'avoir encouragé des conflits entre des secteurs des masses et la direction du FSLN". Cette politique est caractérisée dans la déclaration du "Political committee" du SWP (Militant - 31 août 1979) comme "irresponsable" et "provocatrice". S'ajoute à cela le reproche assez odieusement chauvin d'être composée de "non-nicaraguayens".

Quelles aient pu être les erreurs des camarades -erreurs qui ne pourront être sérieusement discutées qu'après clair établissement des faits et un débat politique approfondi DANS LE CADRE DE LA IVÈME INTERNATIONALE, leur expulsion par le gouvernement bourgeois en place constitue indiscutablement une première et grave attaque contre les libertés démocratiques et ouvrières, et marque la volonté d'empêcher tout développement du mouvement trotskiste en tant que tel, comme l'indiquent clairement les déclarations du ministre J. Wheelock.

De ce point de vue, la direction de l'Internationale doit condamner la prise de position exprimée par le "C.P." du SWP qui entame une attaque publique fractionnelle contre la Fraction Bolchevique et approuve les mesures répressives prises par le "Gouvernement de Reconstruction nationale". Cette prise de position constitue un appui indiscutable aux mesures prises par ce gouvernement contre les droits démocratiques et menace l'unité de la IVème Internationale.

#### CONTRE L'ADAPTATION POLITIQUE AU CASTRISME,

#### EN DEFENSE DE LA IVÈME INTERNATIONALE

- 1- Contrairement aux allégations de la Direction du SWP, son cours actuel de subordination politique croissante à la Direction castriste ne découle pas naturellement des bases politiques de la Réunification de 1963 et constitue, au contraire, une rupture qualitative avec les analyses défendues par la FLT.

Le Document de réunification écrivait, à son point 9 :

"L'apparition d'un État ouvrier à Cuba, dont la forme n'est pas encore fixée, présente un intérêt tout particulier du fait que la révolution y a été réalisée sous une direction totalement indépendante de l'école stalinienne. L'évolution du Mouvement du 26 juillet vers le marxisme révolutionnaire fournit un modèle qui sert maintenant d'exemple à une série d'autres pays."

En 1963, la IVème Internationale réunifiée prenait ainsi acte des transformations sociales décisives intervenues à Cuba et qui avaient instauré un Etat ouvrier, sous la direction d'une organisation qui n'était alors ni "stalinienne" ni "marxiste-révolutionnaire". C'est là un acquis durable de notre Mouvement.

Dans le même temps, ce texte, tout en envisageant une hypothèse d'avenir favorable, indiquait que l'évolution n'était pas assurée tant en ce qui concerne "la forme" de l'Etat ouvrier que l'orientation de la Direction.

Dix années plus tard, prenant en compte l'ensemble des développements intervenus entre temps, la FLT devait, en revanche, souligner que la Direction cubaine avait perdu sa "totale indépendance" vis-à-vis de la bureaucratie soviétique, et que son "évolution" réelle, loin de progresser vers le "marxisme révolutionnaire", avait marqué en fait "des reculs", laissant craindre une possible "dégénérescence". La FLT a également mis en lumière les éléments négatifs apparus tant dans l'évolution interne de l'Etat cubain que dans sa politique internationale, et combattu toute idéalisation du "modèle" castriste et de la Direction cubaine.

Le premier grief alors adressé par la FLT à la majorité internationale était précisément son ADAPTATION AU CASTRISME. Ainsi, le contre-rapport sur la lutte armée en Amérique latine expliquait :

"L'orientation de guérilla rurale adoptée au dernier congrès mondial reflétait la pression du castrisme sur notre Mouvement. Dans certains cercles de ce que la majorité appelle la "nouvelle avant-garde de masse", on pense que les révolutions chinoise, vietnamienne et cubaine furent déclenchées par des petits groupes à travers des actions "armées pédagogiques."

"Si l'on croit que ce modèle est valide pour les révolutions à venir, alors la résolution de la majorité est logique. Mais c'est la logique du castrisme -une logique tout à fait dépassée, devrait-on ajouter."

"(...) Le castrisme connaît un recul depuis quelque temps. Comment expliquer alors la pression au sein de la IVème Internationale pour maintenir l'orientation guérillériste, la pression pour l'approfondir, pour la généraliser, pour l'expérimenter avec "d'autres variantes?"

Dans "De profondes divergences méthodologiques" (DIS nouvelle série - juillet 1973 - N° 16), le camarade Joseph Hansen revient à plusieurs reprises sur cette appréciation. Prenant l'exemple de la guérilla péruvienne des Tupac Amaru en 1962, il affirme qu'elle "... offrit une importante leçon de choses à la Quatrième Internationale. Il démontre, de la façon la plus concrète, COMBIEN IL EST DANGEREUX DE SE REGLER SUR LA LIGNE CUBAINE"

Plus loin, polémiqant contre le camarade Germain, il insiste sur la nécessité de

"... DISTINGUER UNE LIGNE POLITIQUE tendant à prendre avantage de chaque ouverture possible dans la lutte des classes (il s'agit de l'orientation du SWP depuis 1965), "d'UNE LIGNE QUI CONSTITUE UNE ADAPTATION AU CASTRISME, telle qu'elle fut votée au "dernier congrès."

Et, plus loin encore :

"La majorité avait une attitude suiviste par rapport au castrisme."

La conséquence de cette adaptation au castrisme a été l'élévation par la TMI de la guérilla au niveau d'une stratégie continentale, laquelle, en s'opposant à la construction de partis léninistes, ne pouvait que déboucher sur la subordination à la Direction castriste et, au delà, sur une attitude gravement erronée à l'égard de la politique de l'appareil stalinien, notamment dans son soutien aux régimes bourgeois en place. Ainsi, la résolution sur la "Situation politique mondiale" soumise par la FLT au Xème Congrès mondial expliquait :

"Les limites existantes de l'éducation et du cadre de pensée des dirigeants cubains ont bloqué la possibilité de succès de leurs efforts pour étendre la révolution cubaine. Ils n'étaient pas des léninistes. Ils ne se sont pas donné pour tâche l'organisation "d'une base politique solide en développant l'organisation de partis révolutionnaires "de masse sur la base du programme marxiste révolutionnaire.

"Le guérillisme des Cubains a été couplé de façon logique avec la dénigration de la validité et de l'importance des principes politiques révolutionnaires. Une des manifestations les plus graves de ce défaut s'est révélée dans leurs rapports avec le Kremlin. Contre l'aide matérielle sans laquelle, bien sûr, la révolution cubaine n'aurait pu survivre longtemps, LES DIRIGEANTS CUBAINS ONT FAIT DES CONCESSIONS POLITIQUES EXCESSIVES A LA CASTE DIRIGEANTE SOVIETIQUE, AIDANT PAR LA, DANS UNE CERTAINE MESURE, LES BUREAUCRATES SOVIETIQUES A SE PROCURER UNE CAUTION DE GAUCHE.

"Un exemple frappant a été les excuses offertes par Castro à l'invasion militaire soviétique qui a écrasé la révolution politique naissante en Tchécoslovaquie en 1968, qui aurait pu remplacer le régime stalinien par la démocratie prolétarienne.

"Parallèlement, CASTRO A PROPOSE SON SOUTIEN POLITIQUE AUX REGIMES BOURGEOIS EN AMERIQUE LATINE QUI ONT MAINTENU DES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC CUBA.

"Les exemples les plus significatifs sont Goulart au Brésil, Velasco Alvarado au Pérou et Allende au Chili. Bien sûr, il est juste d'établir et de maintenir des relations diplomatiques avec tous les gouvernements, quel que soit le système économique, social et politique qu'ils représentent.

"Ce qui n'est pas permis du point de vue marxiste-révolutionnaire est de se solidariser politiquement avec ces gouvernements, car cela signifie avoir confiance en la bourgeoisie et en sa politique, et désoriente les mouvements ouvriers de ces pays et les détourne de la voie révolutionnaire. La catastrophe du Chili est un exemple sinistre de ce qui peut advenir sous de tels régimes, quelle que soit la force avec laquelle ils proclament que leur but est l'avènement du socialisme.

"Les erreurs faites par les dirigeants cubains ont aidé à ouvrir la voie au retour des staliniens sur la scène politique en Amérique latine. Même au Venezuela où ils ont été violemment dénoncés par Castro en 1967 à cause de leur trahison, ils ont été capables de se rétablir au détriment des guévaristes.

"Avant l'établissement des dictatures militaires en Uruguay et au Chili, les staliniens avaient eu les mains libres pour s'engager dans un frontisme derrière Seregni et Allende au détriment de la lutte des classes et particulièrement de la défense de la révolution cubaine."

Refus de lutter pour la construction de partis léninistes, soutien aux fronts populaires et aux régimes bourgeois en place ; la politique internationale de la Direction cubaine était marquée, selon la FLT, par "des concessions politiques excessives à la caste dirigeante soviétique", tout en poursuivant sa ligne guérillériste. L'abandon de la guérilla fut marqué, selon le camarade Hansen, par la confirmation de ce cours.

"Une des conséquences principales de la défaite (de Guevara en Bolivie) fut que les Cubains se retirèrent des expériences postérieures. On ne pouvait prédire avec assurance s'ils analyseraient sérieusement les causes de leur défaite et reviendraient à une ligne politique viable (QUI AURAIT TENDU A ENCOURAGER LA CONSTRUCTION DE PARTIS LENINISTES DE COMBAT SUR LE CONTINENT). Il fallait attendre. EN FAIT, ILS S'ELOIGNERENT DE LA PARTICIPATION A UNE CERTAINE ECHELLE AUX LUTTES DE GUERILLA DANS LE CONTINENT ET FIRENT DES CONCESSIONS DEROUTANTES AU STALINISME (soutien à l'invasion de la Tchécoslovaquie, soutien à la politique frontiste au Chili, etc.)."  
("De profondes divergences méthodologiques")

C'est cette tendance grandissante à la convergence des politiques internationales cubaine et soviétique qui permettait au camarade Hansen de s'attaquer en ces termes à la politique du PRT argentin :

"Il n'est pas nécessaire d'être un génie politique pour découvrir la source qui a pollué le programme de la section officielle argentine (le PRT) de la IVème Internationale. Cela a été dit clairement par les leaders du PRT qui en sont fiers. IL S'AGIT DU MAOISME, DU GUEVARISME AVEC UN PEU DE BREJNEVISME TAMISE A LA HAVANE."  
("De profondes divergences méthodologiques")

Par ailleurs, dès 1973 également, la FLT a souligné les RAPPORTS REGISSANT LES CONCESSIONS POLITIQUES A LA BUREAUCRATIE SOVIETIQUE A L'EXTERIEUR, ET L'APPARITION DE DEFORMATIONS BUREAUCRATIQUES A L'INTERIEUR DE L'ETAT OUVRIER CUBAIN.

Après avoir noté que "la mollesse politique de Castro vis-à-vis du Krenlin a eu aussi des répercussions chez lui", et fourni, pour exemples : "... les limitations sur la liberté de pensée et d'expression artistique (l'affaire Heberto Padilla par exemple)", la résolution sur "La situation politique mondiale" présentée par la FLT expliquait :

"L'ECHEC DE L'EQUIPE DE CASTRO A SE DIRIGER VERS L'ETABLISSEMENT A CUBA de formes prolétariennes de démocratie -tels les soviets des premières années de la révolution russe- dans lesquelles différentes tendances et fractions politiques organisées, soutenant la révolution, pouvaient ouvertement critiquer les défauts et mobiliser le soutien de la base afin d'impulser des mesures pour y remédier, constitue une des faiblesses les plus graves du système gouvernemental cubain. Il suscite des courants souterrains et particulièrement ceux de nature bureaucratique droitière. Cette situation propice à la dégénérescence peut brusquement éclater, surprenant peut-être même un Fidel Castro. Pour prévenir une telle éventualité et pour assurer une pleine mobilisation des masses en défense de la révolution, des organismes de démocratie ouvrière devraient être établis à Cuba selon les grandes lignes de ceux qui ont fonctionné en Union soviétique sous Lénine.

"L'instauration en décembre 73, des grades dans les forces armées, égaux à ceux existant dans les pays capitalistes et les Etats ouvriers bureaucratisés constitue un autre pas sur la route qui s'écarte de la démocratie prolétarienne. Cela a marqué l'apparition ouverte d'une caste d'officiers privilégiés et a révélé le degré de progression de la bureaucratie dans les forces armées.

"EN CONSEQUENCE ON DOIT RECONNAITRE QUE LA REVOLUTION CUBAINE n'a pas réalisé ses potentialités initiales en vue d'aider à résoudre internationalement la crise de la direction prolétarienne. Par certains aspects importants, les dirigeants cubains ont reculé, alors que de dangereuses tendances bureaucratiques continuent à avancer."

Enfin, remarquons que, dès 1969, J. Hansen soulignait L'INCOMPATIBILITE ABSOLUE entre une ligne d'adaptation au castrisme (qui était celle de la TMI) et la ligne de construction des sections latino-américaines de la Quatrième Internationale qu'il défendait :

"L'impression donnée est que, de même que l'orientation principale avancée dans le projet de résolution sur l'Amérique latine semble être une ADAPTATION A L'ORIENTATION DES CUBAINS A LEUR ETAPE ACTUELLE DE DEVELOPPEMENT, de même la prescription de travailler comme "partie intégrante" de l'OLAS semble être une ADAPTATION AU NIVEAU ORGANISATIONNEL ATTEINT PAR EUX.

"Se prêter à une adaptation organisationnelle de ce genre pouvait avoir de très sérieuses conséquences pour les sections latino-américaines du Mouvement trotskiste, DONT LE PROBLEME EST PRECISEMENT CELUI INDIQUE DANS LA RESOLUTION PRINCIPALE (c'est-à-dire la résolution sur la "Situation politique mondiale") -continuer avec acharnement "A CONSTRUIRE LEURS PROPRES PARTIS ET LEUR PROPRE INTERNATIONALE". Comment le fait de devenir "partie prenante" de l'OLAS pourrait les aider à construire "leurs propres partis et leur propre Internationale", cela est difficile à dire."  
("Evaluation de la Résolution proposée" - Février 1969 - Cahier Amérique latine N° 1 - fascicule a)

On mesure la distance qui sépare cette prise de position de l'attitude adoptée aujourd'hui à l'égard de la direction cubaine, de la direction sandiniste, et de l'expulsion de la Brigade Simon Bolivar par le Gouvernement de Reconstruction nationale.

La preuve est ainsi faite que les positions actuelles du SWP sur la Direction castriste marquent un tournant par rapport aux analyses antérieures. Dès 1973, le SWP dénonçait les "reculs" des dirigeants cubains, aussi bien dans leur politique internationale ("concessions à la bureaucratie soviétique") que dans le domaine "intérieur", mettant en évidence un risque de "DEGENERESCEANCE" pouvant "éclater brusquement".

La politique suivie depuis six années par la Direction cubaine vient confirmer la totalité de ces craintes, et, selon nous, la nécessité pour la Quatrième Internationale de se prononcer pour la révolution politique à Cuba.

Cependant, la Direction du SWP ne se contente pas de combattre ce dernier point de vue ; son cours actuel conduit en réalité à abandonner de fait ses positions de 1973, à dénoncer toute expression de critiques vis-à-vis de la Direction cubaine, à se placer dans une situation de subordination politique croissante vis-à-vis d'elle.

2- Plusieurs orientations alternatives se sont exprimées, au sein du SWP et de la IVème Internationale, en opposition avec les analyses actuelles de la Direction du SWP sur la question cubaine. On doit cependant distinguer parmi elles deux types de critiques qui se différencient fondamentalement au regard des acquis théoriques et politiques de notre Mouvement :

- Certains camarades, membres du SWP, ont cherché à démontrer que Cuba n'était pas un Etat ouvrier, mais un "Etat capitaliste d'Etat". Une telle critique de l'orientation de la Direction du SWP, émise sur une base théorique étrangère aux acquis du Mouvement trotskiste, est dès l'origine dénuée de toute validité politique.

- D'autres camarades dans l'Internationale défendent en revanche l'analyse faite par notre Mouvement quant à la nature de l'Etat cubain, mais entendent combattre les illusions et les conséquences gravement adaptationnistes qui découlent de la caractérisation comme "révolutionnaire" de la Direction castriste et de sa présente politique internationale. Les positions que défendent aujourd'hui ces camarades sont elles-mêmes très différenciées, puisque certains d'entre eux (les camarades Jones et Maitan, ex-membres de la TMI ; le camarade Breitman, ex-membre de la FLT) proposent de caractériser la Direction castriste comme CENTRISTE et soulignent les aspects contre-révolutionnaires de sa politique étrangère, mais ne pensent pas que la révolution politique soit d'ores et déjà à l'ordre du jour à Cuba.

D'autres (notamment les camarades D. Keil et T. Wohlforth, membres du SWP, la direction de l'CSJ costa-ricaine, F. Massion, militant de la LRT belge, la Tendance léniniste-trotskiste) défendent, selon des argumentations d'ailleurs partiellement différentes, que l'Etat cubain est un Etat ouvrier bureaucratiquement DEFORME, que la Direction castriste est entrée dans l'orbite du STALINISME et que la IVème Internationale devrait combattre pour la REVOLUTION POLITIQUE à Cuba.

Ces dernières divergences d'appréciation sont, sans nul doute, sérieuses, puisqu'à l'évidence elles conduiraient à une conception significativement différente des tâches concrètes des trotskistes vis-à-vis de la Direction cubaine, dès lors que la IVème Internationale mettrait à l'ordre du jour de son débat la définition positive de son Orientation à l'étape actuelle sur cette question clé.

Cependant, la gravité des problèmes immédiatement en jeu face à l'évolution politique rapide de la Direction du SWP et à l'épreuve de la révolution nicaraguayenne, met en cause la défense élémentaire de notre Mouvement, la défense de la nécessité de la construction de la IVème Internationale à Cuba, au Nicaragua et ailleurs, la défense de ses acquis politiques fondamentaux au regard du combat pour l'indépendance politique de la classe ouvrière.

C'est pourquoi la tâche la plus urgente de TOUS ceux qui se réclament de la défense de la IVème Internationale et de son programme est de combattre les illusions mortelles que la Direction du SWP tend à développer de façon de plus en plus active vis-à-vis de la Direction castriste ; de refuser la subordination politique à cette dernière, à sa politique nationale et internationale qui découle de telles illusions ; de réaffirmer en théorie et en pratique la nécessité d'un combat indépendant à Cuba, au Nicaragua et à l'échelle internationale .

C'est pourquoi il est aujourd'hui de la responsabilité de tous les militants, de tous les dirigeants de l'Internationale, de tout faire pour que :

- Soient levés tous les obstacles qui s'opposent à ce que l'ensemble de ces questions, au premier chef l'analyse de Cuba et l'orientation face à la révolution nicaraguayenne,

soient discutées et politiquement tranchées lors du prochain Congrès Mondial.:

- La direction du SWP redresse le cours erroné suivi vis-à-vis de la direction cubaine et reprenne pleinement la place irremplaçable qui est la sienne dans la construction du Mouvement trotskiste mondial.

- L'ensemble des forces de notre Mouvement s'unissent en solidarité avec la révolution nicaraguayenne et avec la construction active d'une section de la IVème Internationale au Nicaragua.

1er SEPTEMBRE 1979

UNE NOUVELLE CAMPAGNE PROPAGANDISTE DES ETATS UNIS CONTRE LE NICARAGUA

(article paru dans The Militant, du 31 août 1979, volume 43, n° 33)

La déclaration suivante a été sortie par le Comité Politique du Socialist Workers Party le 21 août.

Les ennemis impérialistes de la révolution au Nicaragua viennent de commencer une campagne internationale concertée afin de faire pression sur les dirigeants sandinistes, d'isoler la révolution de ses partisans et de ses partisans potentiels, de diviser et de troubler les forces qui se solidarisent avec la révolution.

Trois articles parus récemment dans le New York Times et le Washington Post, et repris par la presse dans tout le pays, expriment la ligne que les sphères dirigeantes de la classe dominante veulent promouvoir. Des articles ayant la même ligne sont parus dans des quotidiens capitalistes importants en Europe et en Amérique Latine.

Les trois articles sont : un éditorial du 15 août du Times intitulé "Des vents contraires au Nicaragua" ; un article du 20 août par le correspondant spécial du Times à Managua, Richard J. Meislin, intitulé "L'adversité forge l'unité des dirigeants rebelles nicaraguayens" ; et un article du 21 août par Marlise Simons, présent aussi à Managua, paru dans le Post, intitulé "Le Nicaragua expulse un groupe trotskyste pendant la répression" (crackdown).

Contrairement aux reportages précédents du correspondant du Times, Meislin écrit : "A Managua, l'opinion, dominant dans les cercles diplomatiques et parmi certains membres de la junte il y a deux semaines à peine, selon laquelle la direction militaire sandiniste, et non les cinq premiers membres de la junte civile, dirigeant le pays, a virtuellement disparu."

L'article de Simon commence ainsi : "Malgré l'euphorie révolutionnaire de ces derniers mois, les premiers signes d'une opposition organisée au nouveau gouvernement de Nicaragua, proviennent de l'extrême gauche et non, comme on pouvait s'y attendre, des hommes d'affaires conservateurs".

"Simultanément, le premier acte d'impatience politique du gouvernement a été d'expulser environ soixante trotskystes latino-américains, accusés d'être des "contre-révolutionnaires" et "de créer des problèmes pour la révolution sandiniste".

"Bien que le gouvernement est désireux de ne pas décevoir les espoirs de changement du peuple, il semble être déterminé de résister la pression extrémiste pour des mesures rapides et radicales qui pourraient effrayer les secteurs privés internes et étrangers et retarder la reconstruction économique".

Simon souligne que c'est cela la ligne que le State Department veut qu'adopte la presse capitaliste "responsable" : "Certains diplomates US ici sont d'accord sur le fait que plusieurs reportages des média américains ont été 'irresponsables' ou qu'ils 'déforment la vérité'. Ils disent que ceci s'applique aux clichés à propos du "nouveau Cuba" et "l'anti-américainisme croissant".

Ces reportages ne sont certainement pas des reportages objectifs sur les constructions de la révolution nicaraguayen. En affirmant que la "junte civile" qui comprend des personnalités bourgeoises, dirige et non les sandinistas, en affirmant que les "hommes d'affaires conservateurs" constituent le pilier de la révolution et que les "extrémistes" de gauche sont les ennemis de celle-ci, ces porte-paroles du State Department proviennent clairement les combattants sandinistes : c'est comme cela que ça doit être -- la révolution est une révolution bourgeoise et doit se contenir dans des limites bourgeoises.

En prévenant du danger "extrémiste" à la révolution, Simons et Meislin, tous deux, sont très précis. Ils indiquent toute mesure qui pourrait "effrayer les secteurs privés internes et étrangers". Comme exemple, Meislin prend la proposition que les ouvriers soient remboursés des "deux mois où le pays était en guerre. Cet argent a été promis aux travailleurs par le gouvernement, mais que peu d'employeurs harcelés est capable de payer".

Simon et Meislin utilisent les activités de la "Brigade Simon Bolivar" au Nicaragua (les "trotskystes" auxquels fait référence Simon) comme cible commode. Mais leur avertissement est carrément dirigé contre les sandinistes. Leur message est que toute mesure que la nouvelle direction doit prendre contre soit les capitalistes locaux soit les capitalistes étrangers, sera considéré comme de l'"extrémisme" par Washington.

Ce ne sont pas de vaines menaces. Washington les soutient en soumettant l'octroi de son aide, qui est plus que nécessaire, à l'acceptation de concessions politiques. Si ces concessions s'avèrent insuffisantes, Washington se réserve la possibilité de menacer l'intervention militaire, peut être bien avec la Garde Nationale Somoziste qui s'étaient retirés à El Salvador et en Honduras.

Le fait est que Washington a renié ses promesses d'envoyer l'aide nécessaire. Il a armé et soutenu la dictature somoziste pendant des décennies. Maintenant que le peuple nicaraguayen fait face à une situation désespérée créée par la destruction massive qui leur a été infligée par cette dictature, Washington cruellement retient son aide afin de faire chanter les sandinistes et les masses nicaraguayens.

Simon remoue le couteau dans la plaie : "Ces derniers jours, les dirigeants du commandement sandiniste et des membres de la junte ont dit en privé qu'ils ont peur d'être pris dans un cercle vicieux : ils ont besoin d'une aide étrangère massive et rapide pour assurer que la modération l'emporte, et pourtant les gouvernements de l'Ouest semblent garder les fonds jusqu'à ce qu'ils sont assurés de ne pas financer un 'nouveau Cuba'".

Le Times, dans son éditorial, conseille au Congrès de ne pas se mettre en travers des projets de chantage en plaçant des quelconques restrictions sur les manoeuvres du State Department:

"Personne ne peut dire si le Nicaragua va prendre le chemin de Cuba, mais le fait que la junte insiste pour obtenir l'aide économique américaine est significatif. La législation nécessaire afin d'étendre les programmes d'aide américaine doit contourner un Congrès dans lequel des partisans jusqu'au boutistes de Somoza dirigent les comités - (du congrès) clés. Sans doute ils combattront toute sortie sur l'"impérialisme yankee" comme preuve que le Nicaragua ne mérite rien, confirmant ainsi l'opinion gauchiste selon laquelle l'Amérique est un adversaire implacable. La maturité américaine sera mise à l'épreuve en essayant d'empêcher les extrémistes de tous bords d'accomplir leurs sinistres prophéties."

Dans son article, Simons utilise la Brigade Simon Bolivar pour lancer une attaque sur le trotskysme (voir article page 4). Cette attaque vise à promouvoir un des objectifs clés de Washington : diviser et ainsi affaiblir le mouvement international de solidarité avec la révolution au Nicaragua.

La Brigade Simon Bolivar a été organisé par le PST colombien (Partido Socialista de los Trabajadores, Parti Socialiste des Travailleurs), sous la direction d'un regroupement international connu sous le nom de "Fraction Bolshévique", dirigée par Nahuel Moreno.

La Fraction Bolshévique, dont la plupart des membres appartiennent à des organisations membres ou sympathisants de la IVème Internationale, revendique son appartenance à la IVème Internationale. Néanmoins, elle a sa propre structure internationale, et discipline, et ses propres finances. Elle détermine sa propre politique sans tenir compte de la politique décidée par les instances dirigeantes élues de la IVème Internationale.

Dans le cas de la Brigade Simon Bolivar, la Fraction Bolchévique n'a jamais consulté la IV<sup>e</sup> Internationale à propos de ce projet ni à propos de la politique suivie par la Brigade. Cette politique se faisait contre la politique décidée par les instances dirigeantes de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Avec la Brigade Simon Bolivar, la Fraction Bolchévique a emmené de jeunes militants de différents pays latino-américains -- des gens qui voulaient aider la lutte contre SOMOZA -- dans une aventure sectaire. Se faisant passer comme une section du front sandiniste (FSLN), la brigade Simon Bolivar est entrée au Nicaragua de l'extérieur pour engager ses efforts organisés afin de "déborder" les sandinistes à leur gauche. Leur tactique a été de contrer systématiquement ce que disaient les sandinistes, tentant par là de construire une force les contrant.

Cette idée grotesque -- que des gens de l'extérieur peuvent manoeuvrer pour prendre la direction de la révolution de ceux qui ont émergé au cours de la lutte -- n'a rien à voir du tout avec le trotskysme, le socialisme révolutionnaire.

Cet épisode malheureux de la Brigade Simon Bolivar était exactement ce qu'attendait l'administration de Carter. C'est pourquoi le Washington Post, qui n'est pas connu par ses rubriques spéciales sur le trotskysme, a mis en manchette l'article de Simons sur la première page.

Cet incident a donné l'occasion à Simons de calomnier tous les partisans de la voie socialiste au Nicaragua, comme nous l'avons indiqué. Il remplit deux autres fonctions aussi.

La première est de faussement décrier les sandinistes comme des libéraux bourgeois, ou au moins à la remorque de libéraux bourgeois. C'est de la monnaie de singe pour des révolutionnaires inexpérimentés. Le but est de semer la confusion parmi les forces de la classe ouvrière de par le monde, qui seraient moins enclines, si ceci était vrai, de mener une campagne de solidarité avec la révolution au Nicaragua.

Ces articles donnent l'impression qu'une campagne de solidarité des masses laborieuses à l'extérieur du Nicaragua n'est pas nécessaire, que les impérialistes fourniront l'aide nécessaire, et qu'il n'y a pas de menace impérialiste réelle. En même temps qu'ils essaient de créer cette impression, les impérialistes maintiennent leur pression économique sur le peuple du Nicaragua.

La deuxième fonction est de chercher à diviser le mouvement de solidarité. En calomniant le trotskysme, ils essaient de rendre plus difficile aux trotskystes dans le monde d'aider à organiser la campagne de solidarité que la IV<sup>e</sup> Internationale a appelé.

Dans ce pays, le but évident est d'essayer d'isoler le Socialist Workers Party qui, comme le sait pertinemment le gouvernement, vient d'avoir son congrès national qui a lancé une campagne afin d'aider à construire un mouvement large de solidarité avec les autres forces. Ce mouvement exigera, entre autres, que Washington envoie immédiatement une aide au Nicaragua.

L'objectif de la classe dominante est développé par l'affirmation sans fondement de Simons selon laquelle il y aurait "des Américains" dans la Brigade Simon Bolivar. En fait il n'y avait pas un seul trotskyste US dans le groupe.

L'objectif meurtrier de la bourgeoisie impérialiste est clair: faire une pression économique massive sur le Nicaragua, et diviser le mouvement de solidarité avec le Nicaragua. Que ceci s'avère insuffisant pour bloquer d'autres pas en avant de la révolution au Nicaragua, les impérialistes espèrent que ces tactiques isoleront la révolution des travailleurs du monde. Ceci ouvrirait la voie à des attaques militaires contre la révolution.

Contre les machinations des impérialistes, le Socialist Workers Party appellent les travailleurs et tous les autres qui sont pour le "fair play" à l'égard du Nicaragua de s'unir dans un mouvement large sans exclusives en soutien à la lutte du peuple du Nicaragua et à leurs dirigeants du FSLN.

Aide immédiate au Nicaragua sans conditions !

L'impérialisme bas les pattes !

Solidarité avec la révolution au Nicaragua !

----

#### LES FAITS CONCERNANT LA BRIGADE SIMON BOLIVAR

(article du Militant, 31 août, vol. 43, N° 33)

L'article qui suit a été compilé par le Militant à partir de témoignages directs par des dirigeants de la IVème Internationale qui ont été au Nicaragua quand les événements décrits eurent lieu.

Ces derniers jours, les média bourgeois dans le monde transmettent des histoires sur les groupes gauches qui ont contesté la direction du Front de Libération Nationale Sandiniste (FSLN) au Nicaragua.

Beaucoup de publicité s'est centrée autour de la "brigade Simon Bolivar" qui est mentionnée comme trotskyste.

De quoi s'agit-il ?

La direction sandiniste est confronté à de très graves problèmes.

Le pays a été dévasté par les tentatives désespérées et impitoyables pour garder le pouvoir. Des parties entières des villes et des villages ont été laissées en ruines. L'agriculture, les transports, les communications et l'industrie ont été sérieusement perturbés. Plus d'un million de personnes ont besoin de nourriture. En même temps, la menace d'une intervention armée, soutenue par les impérialistes, reste présente en permanence.

Dans ces conditions, la direction sandiniste est confrontée à une tâche de direction difficile et complexe, celle de porter la révolution en avant. Elle doit chercher de la nourriture et de l'aide financière de toutes les sources possibles, y compris les impérialistes. Elle doit ouvrir des brèches dans l'ordre bourgeois, sans donner aux impérialistes des prétextes faciles d'agiter en faveur d'une intervention.

La direction du FSLN a affirmé une politique qui assurerait aux travailleurs la paie antérieure et une augmentation de salaires. Elle a proclamé la nationalisation des propriétés énormes somozistes afin de les distribuer aux sans terres. Elle a cherché à intégrer tous les groupes armés de façon indépendante dans une armée et une milice disciplinées et efficaces.

Plusieurs groupes de gauche travaillant au Nicaragua, en particulier les Maoïstes et la Brigade Simon Bolivar, ont contesté le FSLN dans ces secteurs, en essayant de les déborder à gauche.

Ils ont utilisé des problèmes objectifs -- l'écart entre les grands espoirs pour des améliorations immédiates et les difficultés à atteindre tous ces buts rapidement -- afin d'encourager des conflits par des secteurs des masses contre la direction du FSLN.

La Brigade Simon Bolivar, une unité armée composée de non-Nicaraguayens, n'est entrée au Nicaragua que récemment.

La Brigade menait ses activités -- recrutement, propagande, et agitation dans les quartiers et les syndicats -- au nom du FSLN, bien qu'elle n'agissait pas sous la direction du FSLN. Les travailleurs qui ont soutenu les activités de la Brigade avaient l'impression fausse qu'ils suivaient le FSLN.

Cette tentative par un groupe venant de l'extérieur d'un pays, de se substituer à la vraie direction forgée dans la lutte révolutionnaire contre Somoza, n'a rien du tout à avoir avec la position de la IVème Internationale, l'organisation trotskyste mondiale.

La direction du FSLN a rencontré à plusieurs reprises la direction de la Brigade, afin d'essayer d'obtenir l'accord de la Brigade en vue de coordonner ses activités avec celles du FSLN, et de placer toutes les unités armées sous un seul commandement FSKN.

Le FSLN a ensuite publié un appel public -- sur la radio, la télévision, dans la presse -- pour que tous les membres de la Brigade se recontraient le 14 août dans les bureaux du FSLN (l'ex "bunker" de Somoza). La direction de la Brigade profita de cette occasion pour appeler une manifestation publique devant le siège, d'environ 1000 personnes, qui ont été mobilisées par la promesse -- totalement fausse -- qu'elles pourraient discuter des problèmes de syndicats et de salaires avec la direction du FSLN.

Après cet affrontement provocateur, les membres non-Nicaraguayens de la Brigade ont été ordonnés de quitter le pays. Certains ont été expulsés. D'autres sont encore recherchés par les autorités du FSLN.

Les dirigeants de la Brigade se sont comportés de façon irresponsable d'autres façons. La Brigade a été organisée en Colombie par le PST Colombien (Partido Socialista de los Trabajadores -- Parti Socialiste des Travailleurs). Le PST a traité tous ceux qui étaient en désaccord avec leur projet de "traîtres" à la révolution au Nicaragua. Par exemple, le numéro du 27 juillet de El Socialista, organe du PST, vise particulièrement Jaime Galanza, Ricardo Sanchez, et Ciro Roldan, les appelant gusanos (des vers contre-révolutionnaires).

Ce sont les trois dirigeants du PSR colombien (Partido Socialista Revolucionario -- Parti Socialiste Révolutionnaire, organisation sympathisante de la IVème Internationale, comme le PST). Le PSR est actif dans le mouvement de solidarité avec le Nicaragua en Colombie. L'attaque du PST ne sert qu'à diviser ce mouvement.

Parce que la Brigade a été organisée par le PST colombien, les média capitalistes ont essayé d'utiliser ces événements pour essayer de discréditer le trotskysme et la IVème Internationale.

Cependant, en fait, les dirigeants de la Brigade ont agi pour leur propre compte, sans tenir compte de la politique du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale.

La ligne de la Brigade au Nicaragua est contraire à la position adoptée par le Secrétariat Unifié de la IVème Internationale. La IVème Internationale n'est aucunement responsable des activités de la Brigade.

La ligne de la IVème Internationale a été développée dans une déclaration publiée le 15 août. Cette déclaration demandait la construction "d'un mouvement international le plus large possible -- uni et sans exclusives -- en soutien de la lutte du peuple du Nicaragua et des combattants du FSLN dont le courage est devenu le plus précieux héritage du prolétariat mondial".

Chers Camarades,

Dans la matinée du Vendredi 17 Août 1979, la direction du Front Sandiniste expulse du Nicaragua une partie des membres de la Brigade Simon Bolivar, membres de la fraction Bolchevique de la IV° Internationale. Le contexte dans lequel se déroule cette expulsion est marqué par un grave incident fractionnel entre un membre du SU et la direction de la Brigade, aussi nous considérons de notre devoir de transmettre par écrit à la direction de l'Internationale une narration des faits dont nous avons été témoins. Ce témoignage n'implique aucun appui à l'orientation de la Brigade Simon Bolivar sur laquelle nous portons une appréciation extrêmement négative. Notre unique objectif est d'aider les instances compétentes de l'Internationale à s'éclairer sur l'incident en question et à tirer toutes les leçons afin que des faits de la même nature et d'une telle gravité ne se reproduisent plus.

Les faits rapportés plus bas se déroulent alors que la Brigade Simon Bolivar dans son ensemble est convoquée (par voie de presse et de radio) par la direction du Front Sandiniste pour le Mardi 14 Août dans la soirée ; la situation de conflit entre la direction du Front et la Brigade est de cette façon connue par l'ensemble des protagonistes.

Dans la nuit du dimanche 12, le camarade Manuel, membre du SU, appelle par téléphone les Etats-Unis. Après cet appel téléphonique, il affirme que le camarade Peter Camejo vient de lui communiquer la position des camarades du SU à Oberlin, qui est d'être encore plus dur avec la Brigade, de dégager nos responsabilités vis-à-vis du Front Sandiniste et de l'aider à se libérer de la Brigade. Manuel affirma que le camarade Camejo lui avait demandé de rester au Nicaragua pour essayer d'assister à la réunion entre la Brigade et la direction du Front Sandiniste, le Mardi 14, et éclairer la position de la IV° par rapport à la Brigade.

Dans la soirée du lundi 13, le camarade Manuel a une entrevue avec Julio Lopez, responsable de l'organisation du Parti Sandiniste, durant laquelle, en accord avec ce que nous a dit ce même camarade, il fut question de la Brigade Simon Bolivar.

Dans la nuit du même jour, le camarade Manuel appelle de nouveau les USA et nous affirme ensuite que le camarade Camejo vient de lui donner le feu vert définitif du SU pour collaborer avec la direction du Front Sandiniste contre la Brigade Simon Bolivar.

Immédiatement après (lundi 13 Août, vers 20h) le camarade Manuel se rend au local de la Brigade. Devant ce local se déroule en notre présence une discussion dans laquelle le camarade Manuel informe la direction de la Brigade, qu'il va se réunir avec la direction du Front pour lui demander qu'il expulse du Nicaragua la Brigade Simon Bolivar.

Les camarades Ollivier et Romero, qui arrivent à Managua le Mardi 14, donneront une version différente sur la position du SU, affirmant qu'elle n'incluait pas une collaboration avec la direction du Front contre la Brigade.

Les faits rapportés plus hauts sont strictement ceux dont nous avons été témoins, dans une situation dans laquelle nous avertissons le camarade Manuel qu'il ne pouvait pas compter sur notre collaboration pour de telles manoeuvres que nous avons désapprouvées dès le début. La position présentée comme celle du SU qui d'après le camarade Manuel fut transmise par téléphone par le camarade Camejo et qui fut appliquée par le camarade Manuel nous paraît constituer une rupture avec nos principes politiques. Quelle que soit l'ampleur de nos divergences, la collaboration avec une direction petite-bourgeoise contre des militants membres de l'Internationale, au sein de laquelle ils sont organisés en fraction, ne peut être admise. De telles manoeuvres, a priori et fractionnelles, ne peut que nuire tant à la clarté de l'affrontement entre les orientations politiques présentes dans la révolution nicaraguayenne, qu'à la défense de l'Internationale et de son unité.

Salutations trotskystes,

Sara, Félix (Equipe Exécutive de Direction de l'OST - Costa Rica)  
Galène (Comité Central de la LCR - France)

Motion proposée au CC du mois d'Aout 1979 de La L.C.R (SFQI) par la TLT .  
Repoussée par le CC .

I

Le gouvernement de reconstruction nationale du Nicaragua a décidé et appliqué l'expulsion des membres "étrangers" de la brigade Simon Bolivar dont les principaux dirigeants sont militants d'organisations de la IVeme internationale . Cette mesure entraine une campagne anti-trotskyste au Nicaragua .

Indépendamment de l'appréciation politique de la "brigade" et de l'orientation de la fraction bolchévique, il est du devoir élémentaire de la IVeme internationale de défendre le droit à l'existence de ses propres militants, d'être inconditionnellement solidaire face à la répression d'un gouvernement bourgeois .

De ce point de vue le CC de la LCR (SFQI) condamne la position exprimée par le CP du SWP (militant du 31 aout) qui caractérisant comme provocation l'activité de la brigade Simon Bolivar entame une attaque publique fractionnelle contre la "F.B" et approuve les mesures répressives prises par le gouvernement de reconstruction nationale contre la brigade Simon Bolivar .

Le CC de la LCR condamne également la reproduction dans ROUGE n 882 de cet article du MILITANT sans aucune critiques sérieuses des positions qui y sont exprimées, mandate le BP pour corriger cette orientation dans la presse et l'activité de la LCR et pour organiser une campagne de solidarité avec la révolte au Nicaragua et avec les militants trotskystes de ce pays .

-----  
Motion repoussée .  
-----

#### ORDRE DU JOUR DU XI C.M

La motion qui suit a été adoptée par le CC contre des motions contradictoires présentées par le camarade AUBIN (membre du BP et du SU).

Le CC de la LCR (SFQI) ayant pris connaissance de l'ordre du jour proposé par le S.U pour le XI C.M demande que le SU lors de sa prochaine réunion le modifie dans le sens suivant :

1. Discussion d'un bilan politique (notament Portugal , angola ...) et organisationnel depuis le X eme C.M de la IVeme internationale Pour 22 . Contre 12; ABst. 4
2. Discussion et vote décisive sur le document "démocratie socialiste et dictature du prolétariat",  
Pour 28 . Contre 8 . Abst 1
3. Discussion et vote décisive sur l'indochine.  
Pour 28 . Contre 13 . Abst 1
4. Que l'ordre du jour du XIem C.M accorde une place significative au débat et au vote d'une résolution sur la révolution au Nicaragua .  
Pour 25. Contre 16 Abst 1
5. Discussion sur la question cubaine . Il s'agit la que d'une premiere discussion qui cit se poursuivre dans l'internationale après le XI C.M.  
Pour 21 contre 17 Abst 6
6. Discussion spécifique sur l'Iran Pour 28 . Contre 1 Abst 9
7. Discussion spécifique sur le CORQI Pour 25 contre 0 Abst 5

L'ensemble de ces motions ont donc été adoptés par le CC de la LCR et seront transmises au S.U par le BP de la LCR .